



MOTION

MONTEE DE L'EXTREME DROITE
LIBERATION DE LULA

e

**CONGRÈS
STATUTAIRE**

19/20 NOVEMBRE 2018



4^e CONGRÈS STATUTAIRE

19/20 NOVEMBRE 2018



En Autriche, en Italie, en France, aux Pays-Bas, en Allemagne, en Hongrie, en Pologne, au Brésil : un peu partout en Europe et dans le monde, les partis d'extrême-droite gagnent du terrain.

La Belgique n'est pas en reste : les récentes élections communales ont montré combien chez nous aussi les discours fascistes, racistes, misogynes et xénophobes peuvent être relayés par des partis qui, en Flandre, en Wallonie ou à Bruxelles, se nourrissent de la haine et du rejet des autres.

Ces succès électoraux ne sont pas seulement la conséquence prévisible du désarroi de tous ceux que la mondialisation et les restructurations des 40 dernières années ont repoussés aux marges de la société. Ils sont aussi le fait de groupes sociaux privilégiés et réactionnaires qui entendent maintenir leurs privilèges et leur position sociale par tous les moyens possibles, y compris en portant atteinte à nos libertés fondamentales et constitutionnelles s'il le faut : raison pour laquelle ils n'hésitent pas s'afficher sans complexe contre les organisations syndicales, contre les immigrés, contre le droit des femmes, contre le droit des jeunes.

A l'image de la Fédération générale du travail de Belgique, notre Centrale est une organisation syndicale qui lutte depuis toujours contre l'extrême-droite et la banalisation de ses idées. Ensemble, nous avons mis ainsi en place de nombreuses actions et campagnes de mobilisation dont l'objectif était de susciter la réflexion, la sensibilisation et la prise de conscience des dangers que font courir les propos haineux et nauséabonds qui sont le propre de l'extrême-droite.

Avec la FGTB, nous nous avons également dénoncé les mots inacceptables tenus par certains responsables politiques qui, tel T. Francken, visaient tantôt à stigmatiser les travailleurs en fonction de leur origine, de leur religion ou de leur orientation sexuelle, tantôt à diminuer la gravité de la collaboration. Notre démocratie, ne peut trouver des excuses aux événements les plus graves de son histoire, sans courir le risque de se condamner à les revivre.



C'est pourquoi notre conviction est qu'il est, aujourd'hui plus que jamais, nécessaire de poursuivre nos efforts afin de combattre toutes les dérives autoritaires de notre société et pour mieux lutter contre la contamination des discours fascistes qui visent à interdire systématiquement la contestation, en particulier lorsqu'elle est syndicale, au nom d'un pseudo intérêt supérieur ou économique.

La récente élection de Bolsonaro à la présidence du Brésil est là pour nous rappeler que la lutte contre l'extrême-droite n'autorise pas de baisser la garde, mais qu'elle relève toujours de la vigilance quand ce n'est pas de l'urgence. Dans ce pays, entre 2003 et 2011, Lula a changé la vie de millions de pauvres. Il n'en a pas moins été jeté en prison comme un malpropre car pour la bourgeoisie brésilienne, il fallait absolument le mettre hors d'état de pouvoir remporter à nouveau l'élection présidentielle.

Tout au long de sa présidence, Lula s'était fait le champion de la démocratie participative. Il avait résolument tourné le dos aux politiques d'austérité voulues par les institutions internationales tel le FMI, il avait combattu la faim, il avait rendu accessibles à tous, les principaux médicaments et les soins de santé essentiels. Sa politique avait clairement permis un redressement économique spectaculaire que beaucoup (y compris parfois à droite) ont salué. Son bilan n'a sans doute pas été parfait mais il bénéficie encore à 73 ans d'une cote de popularité, qui en faisait ouvertement un favori indéniable pour la présidentielle.

C'est donc pour éviter une telle issue qui paraissait plus que probable, que l'élite et la droite brésilienne ont monté de toute pièce un procès en sorcellerie contre celui qui incarnait l'espoir et la dignité de tout un peuple et avec lui, celui de la démocratie.

A l'heure où le Brésil est dirigé par un ancien militaire de seconde zone, nostalgique des dictatures d'Amérique Latine des années 60 et 70, nous exigeons du gouvernement brésilien qu'il respecte ses obligations constitutionnelles et les règles du droit international.

En conséquence de quoi, Lula doit être libéré !